

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 74 - VENDREDI 18 JUIN 2010

LE MERLE MOQUEUR

Quand les ministres renoncent à leur retraite parlementaire, le parlement du peuple ne renonce pas à la sienne : soixante ans et puis c'est tout. Ca ne se discute même pas.

AGENDA MILITANT

→ 19 juin

St-Ouen [OMOS-UNRPA l'Enjeu des retraites](#)

Paris [Les enfants au carré ? Une prévention qui ne tourne pas rond](#)

→ 21 juin

Paris [Marché du travail et genre](#)

→ 24 juin

Saint-Etienne : [60 ans à taux plein Ile-de-France Sedif-Veolia ou Qui a peur des citoyens ?](#)

France [Journée de mobilisation](#)

→ 30 juin

Aubagne [AG des Communistes unitaires des Bouches du Rhône](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[P. Darré Nouveau départ : pour quelle visée](#)

→ **Culture**

[Luc Quinton colleur d'histoires Le ballon ne tourne pas rond](#)

→ **Humour, humeur**

[A. Viviant - On est les champions](#)

Un congrès ?

La rumeur dit que ce week-end se tient un congrès du parti communiste.

Un congrès ? Il y aurait donc des textes à discuter sur les enjeux principaux de la période. S'ils existent, ces textes sont restés secrets. Ceux qui sont publics esquivent toutes les questions importantes. Il n'y a rien de neuf sous le ciel de la commission chargée du projet, ni sous celui qui doit conduire la transformation du PCF. Le plus grand vague est entretenu sur ce que chacun sait être l'enjeu politique des deux ans à venir : quels alliés pour 2012 ? Par contre, à quelques jours du congrès, Marie-George Buffet décide sans consulter davantage les instances dirigeantes du parti d'un nouveau cours au Front de Gauche. Cela fait grincer des dents. Un congrès ? Ce moment mobilise traditionnellement les communistes qui tiennent à apporter leur contribution écrite à la réflexion collective. Ils sont plusieurs centaines, souvent plus d'un millier à écrire. Désormais toutes les contributions sont publiées sans limite sur le net. Moins de 200 textes sont parvenus sur le site alterforge.net. Les plus lus ne le sont guère par plus de 300 personnes. Le débat ne prend pas. Les « refondateurs » partis, il manque manifestement un poil à gratter, des sujets de polémique. Le consensus mou domine.

Personne n'écrit. Personne ne lit. Personne ne discute. Les conférences de section et fédérales sont raccourcies et désertées. Les communistes s'expriment avec leur pied.

Un congrès ? Il devrait y avoir élection d'une nouvelle direction. Que nenni. Juste une liste complémentaire pour combler les départs de la direction sortante. Pas de débats d'orientation, une seule liste pour masquer notamment la démission collective de 14 membres du CN.

Un congrès ? Il y a une preuve que se tient un congrès ordinaire du PCF : le dauphin de la secrétaire nationale sera sans surprise élu secrétaire national. Rien ne change pour que l'appareil continue. Misère !

● FANIE DORCERT

Obama : le manque d'audace

Obama a du charisme, mais l'indécision et les tergiversations l'emportent sur le désir de changement manifesté lors de sa campagne électorale, quand il ne se glisse pas purement et simplement dans les habits de son prédécesseur.

A l'affirmation contenue dans le « Yes we can », ce « oui nous le pouvons » - nous pouvons espérer changer la politique, le visage de notre société, l'avenir - a succédé le désenchantement de la promesse non tenue. Porté par la jeunesse des campus, jouant avec les mêmes réseaux sociaux, d'une intelligence séduisante, Barack Obama est redevenu, sitôt sa prise de fonction, le politicien démocrate qu'il n'a jamais cessé d'être. D'atermoiements en difficultés, il a plombé son état de grâce en à peine quelques semaines.

Premiers déçus, les représentants des organisations de défense des droits de l'Homme, adversaires acharnés de l'administration Bush et de sa guerre contre le terrorisme. Libéraux plutôt que radicaux, ils soutiennent - à de rares exceptions près - l'exemplarité du modèle démocratique américain mise à mal par le *Patriot Act* et pourfendent, outre cette loi de sécurité intérieure, Guantanamo, les prisons secrètes de la CIA, la torture, justifiée par l'administration précédente, l'aventure guerrière en Irak et l'improvisation politico-militaire pour soi-disant

Premiers déçus, les représentants des organisations de défense des droits de l'Homme, adversaires acharnés de l'administration Bush et de sa guerre contre le terrorisme.

installer la démocratie dans ce pays et remodeler la zone géographique rebaptisée Grand Moyen Orient par les néo conservateurs.

GUERRE CONTRE LE TERRORISME : LE CHEMIN DE L'IMPUNITÉ

Annoncée pour le 22 janvier 2010 dans les heures qui suivent sa prise de fonction, la fermeture de Guantanamo n'a pas eu lieu et elle n'est vraisemblablement plus une priorité. Environ 210 détenus y végètent toujours, figures modernes de pestiférés enfermés dans une ●●●



Le livre de B. Obama *Audacity of Hope* est paru aux USA en 2006, en France en 2007, sous le titre *L'audace d'espérer*.

●●● institution asilaire. L'administration peine à trouver des nations d'accueil pour ceux qu'elle ne peut renvoyer dans leur pays et doit faire face à une campagne virulente aux Etats-Unis où élus démocrates et républicains, dont les circonscriptions regorgent de lieux de détention très haute sécurité, refusent de céder une prison à l'Etat fédéral destinée à remplacer Guantanamo, par peur des attentats, expliquent-ils. Selon le bon mot d'un responsable de la section américaine d'Amnesty International, Obama a voulu changer uniquement « le code postal de Guantanamo », et il n'y est toujours pas parvenu.

Le 16 avril 2009, Obama autorisait la publication de photos de détenus torturés aux mains de soldats américains, photos demandés par l'ACLU (American Civil Liberties Union) lors d'une procédure visant à obtenir de nouvelles informations sur la torture dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Le 13 mai 2009, il effectuait un revirement spectaculaire et refusait leur publication au motif qu'elle pouvait inciter des terroristes à attaquer les soldats américains en Irak et en Afghanistan. Le 21 mai suivant, dans un discours prononcé aux archives nationales à Washington, Obama expliquait sa décision de mettre fin aux interrogatoires « poussés » et de fermer les lieux secrets de détention de la CIA mais, il ajoutait : « [il faudra] utiliser tous les moyens en notre pouvoir pour vaincre Al Qaida ». Moins de quatre mois après sa prise de fonction, Obama avait oublié son passé de professeur de droit constitutionnel et préparait le terrain de l'impunité des forces armées, des agences de sécurité et du personnel politique de l'administration Bush.

Le 13 novembre 2009, l'annonce du jugement à New York, devant un tribunal fédéral, de cinq responsables des attentats du 11 septembre dont Khalid Sheikh Mohammed et pour lesquels le

ministère de la Justice a indiqué qu'il plaiderait la peine de mort, provoquait une nouvelle polémique et remisait au second plan le maintien des commissions militaires et le passage devant ces tribunaux d'exception de cinq autres détenus de Guantanamo dont Omar Khadr, mineur au moment de sa déportation sur la base militaire américaine en octobre 2002. Les auditions de celui que les ONG nomment à juste titre un « enfant-soldat » ont commencé le 28 avril 2010.

Le débat sur le système de santé a démontré combien le président démocrate pliait face aux intérêts économiques de grands groupes financiers et manifestait peu d'indépendance politique.

AFGHANISTAN, IRAK, YÉMEN, PAKISTAN...

En matière de politique extérieure et après mûre réflexion, Obama a chaussé les bottes de Bush. Depuis décembre 2009 et sa décision d'augmenter le contingent américain de 30 000 hommes, la guerre en Afghanistan est devenue SA guerre. C'est un jeu compliqué de vases communicants qui a débuté. Des régiments déployés en Irak sont exfiltrés au compte-goutte de ce pays, car pas question de passer par l'Iran – le chemin le plus court – pour gagner l'Afghanistan. Hommes et matériels sont transportés par avion et bateau dans un incessant, coûteux et lent ballet.

En Irak comme en Afghanistan, les soutiens politiques locaux sont peu fiables, corrompus jusqu'à l'os et la situation militaire parfois kafkaïenne. Dans une enquête étonnante publiée en novembre 2009 par *The Nation*, l'hebdomadaire de la gauche américaine, Aram Roston, son auteur, affirme que l'armée américaine verse par millions les dollars du Pentagone à des entreprises de sécurité afghanes qui les reversent aux Talibans, maîtres des routes et des montagnes en dehors de Kaboul, afin qu'ils n'attaquent pas les convois de ravitaillement destinés aux troupes (1).

Au Yémen et au Pakistan, Obama mène également la guerre de Bush. Pas de troupes américaines officiellement sur place mais des agents de la CIA, des bases opérationnelles clandestines, des mercenaires sous contrat qui traquent et tuent Talibans et membres d'Al Qaida et une guerre électronique à coups de drones responsable de la mort de milliers de civils au Pakistan, dans la zone frontière avec l'Afghanistan. Le coût de ces guerres atteint des sommes stratosphériques : en 2009, 673 milliards de dollars pour l'Afghanistan (2) et, selon Joseph Stiglitz, plus de 3 000 milliards pour la guerre en Irak entre 2003 et 2008 (3).

15 MILLIONS DE CHÔMEURS

Tout comme Lyndon B. Johnson en 1967 qui avait proposé un plan de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales baptisé « The Great Society » mais n'avait pas eu les moyens financiers de mettre en place son ambitieux programme, Obama va devoir gérer une situation sociale et économique désastreuse sans avoir les moyens financiers d'y faire face. La guerre du Vietnam pour l'un, les guerres en Irak et en Afghanistan pour l'autre, l'industrie de l'armement pour les deux accaparent les moyens de l'Etat et son consentement. ●●●

(1) How The US Funds The Taliban, Aram Roston, *The Nation*, 30 novembre 2009.

(2) The War Industry's Drums Are Beating, Gene Lyons, *salon.com*, 19 novembre 2009.

(3) *Washington Post*, 9 mars 2008.

●●● La réforme du système de l'assurance maladie, dont le coût est évalué entre 910 milliards de dollars et 1 100 milliards de dollars sur 10 ans, a éreinté la présidence jusqu'au 22 mars 2010 date de son adoption, à une très courte majorité, 4 voix, par le Sénat. C'est l'un des problèmes majeurs d'Obama : son peu de marge institutionnelle pour parvenir à faire adopter des réformes fondamentales. Le débat sur le système de santé a démontré combien le président démocrate pliait face aux intérêts économiques de grands groupes financiers et manifestait peu d'indépendance politique. Par exemple, l'option assurance publique a disparu du projet initial sous les coups de boutoir des assureurs privés qui ont capté l'attention et les intérêts de la classe politique à de rares exceptions près puisqu'ils financent en toute légalité de nombreux candidats et de nombreuses campagnes électorales. Cependant, Obama devait aboutir après des mois de négociations et de tergiversations afin de ne pas mettre plus en difficulté le parti démocrate qui voyait alors arriver les élections de mi-mandat (novembre 2010) et se trouvait dans une position affaiblie aux yeux de l'opinion.

Sur chaque front à traiter Obama paraît indécis, balançant entre un discours favorable au changement de logiciel politique et des actes en pleine conformité avec un Congrès conservateur.

Cette réforme rentrera en vigueur dans 5 ans et protégera 32 millions d'Américains dépourvus de toute couverture sociale actuellement. Son volet consacré à l'enfance est en revanche déjà en place. Quid cependant des quelque 15 millions de personnes que cette réforme laissera sur le carreau ? La presse et la classe politique ont préféré ne pas trop fouiller le sujet.

Depuis, il y eu l'explosion de la plateforme pétrolière de BP et la catastrophe écologique qui n'en finit pas de souiller le golfe du Mexique, du Texas à la Flo-

ride. Le président s'est rendu à quatre reprises sur place mais n'a toujours pris aucune décision de fond quant à l'avenir des plateformes, la responsabilité de BP, pourtant éclatante, le montant des aides à allouer aux personnes dont l'activité est sinistrée par la marée noire. Il y a toujours cette activité économique en berne et un plan de stimulation qui atteint ses limites lorsqu'il s'agit d'examiner la situation de l'emploi. 15 millions de chômeurs en mai, 41 000 nouveaux emplois créés alors qu'il en faudrait 100 000 (4) pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Sur chaque front à traiter Obama paraît indécis, balançant entre un discours favorable au changement de logiciel politique et des actes en pleine conformité avec un Congrès conservateur. Pas vraiment audacieux jusqu'à présent.

● MARIE AGNÈS COMBESQUE*

(4) Job Number 1-Jobs, The Nation, 28 juin 2010.

* Retrouvez le point d'actualité sur les élections américaines assuré par M.A. Combesque dans *Cerises* du n°9 à 14, en 2008, sur le site www.comunistesunitaires.net

Cerises est édité par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau: Gilles Alfonsi
Queues de *Cerises*: Michèle Kiintz,
Roger Martelli, Philippe Stierlin,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.



Faites passer les *Cerises* !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir
Cerises en écrivant aux grôtttes.
contact.cerises@gmail.com

Une opposition haineuse

Obama n'est pas né citoyen américain, c'est un usurpateur. Telle est la fable racontée par la droite extrême aux Etats-Unis. Une droite extrême de plus en plus vindicative affabulatrice et manipulatrice. Glenn Beck, Sarah Palin, Wiley Drake sont quelques uns de ses spécimens les plus écoutés et suivis. Le premier anime un talk show sur la très martiale et droitiste chaîne de télévision Fox News. La seconde, après avoir été la colistièrre de McCain lors de la présidentielle de 2008 et après avoir démissionné de son poste de gouverneur de l'Alaska est en train de réussir une belle carrière dans le show business politique. Grassement payée pour animer des meetings et apparaître à la télé, elle se range dans le camp des "birthers", ceux qui ne croient pas à la citoyenneté américaine d'Obama. Une semaine après la publication de ses mémoires, plus d'un million d'exemplaires de "Going Rogue" avait été vendu. Quant au troisième, pas de périphrase avec lui : "S'il y a un musulman, il y a un danger pour ce pays (1)". Interrogé en juin 2009 sur une chaîne nationale de radio, il n'a pas hésité à dire qu'il priait pour la mort d'Obama.

Tous les trois encouragent et/ou symbolisent le mouvement populiste *Tea Party*, qui pousse le parti républicain de plus en plus sur sa droite. Mais il faut bien avouer qu'il se laisse faire sans protester.

● Mac

(1) Source : Praying For Obama's Death, Lilly Fowler, Salon.com, 24 novembre 2009.

Rencontre

EmancipationS contre ségrégationS

Les nouveaux territoires de l'égalité

Samedi 26 juin 2010, à l'Assemblée nationale, de 9 h 30 à 17 h

126 rue de l'Université – 75007 – Paris - Métro Assemblée nationale, Métro ou RER Invalides.

9 h 30

Accueil.

10 h

Ouverture : Michèle Kiintz.

10 h 05

Première plénière

Ségrégations et transformation des questions sociale et politique

Avec : Mouloud Aounit (militant antiraciste), Alain Bertho (sociologue), Patrick Braouezec (député), Paul Chemetov (architecte), Catherine Tricot (architecte, communiste unitaire)...

11 h 15

Ateliers

Ville, banlieues : ségrégation urbaine ou territoire solidaire ?

Avec : François Labroille (conseiller régional d'Ile-de-France, Alternative citoyenne, FASE), Simon Ronai (géographe), Catherine Tricot...

Ecole : ségrégations urbaines, ségrégations scolaires et accès à la citoyenneté

Avec : Christophe Barbillat (syndicaliste enseignant), Bernard Calabuig (réseau école ACU), Mickael Garnier-Lavalley (coordinateur national d'associations de jeunesse), Daniel Rome (enseignant, réseau école ACU)...

13 h

Déjeuner

14 h

Ateliers

Travail : casser les territoires de relégation, réinventer le travail ?

Avec : Christine Castejon (chercheuse en philosophie et analyste du travail), Bernard Friot (sociologue, sous réserve), Sylvie Larue (communiste unitaire), Claire Villiers (Alternative citoyenne, FASE), Pierre Zarka (OMOS, communiste unitaire)...

L'habitat au cœur des enjeux écologiques et sociaux (animé par Jean Brafman)

Avec : Emmanuelle Cosse (vice-présidente Europe Ecologie du Conseil régional d'Ile-de-France en charge de l'habitat, de la rénovation urbaine et de l'action foncière), François Longéras (ancien élu Vert à Paris, Parti de gauche), Pierre Lucot (membre du bureau national d'Utopia), Stéphane Peu (Maire-adjoint à Saint-Denis, Président de Plaine commune habitat), Philippe Stierlin (ancien élu communiste Paris, communiste unitaire)...

16 h

Seconde plénière

Comment faire de la politique avec les exclus du pouvoir, les classes populaires ?

Avec : Clémentine Autain (militante féministe, FASE), Tarek Ben Hiba (Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives), Leila Chaibi (L'appel et la pioche), Sylvie Larue, Sylvie Tricot-Devert (maire adjointe en charge de la démocratie participative à Fontenay-sous-Bois)...

Attention, pour participer, il faut s'inscrire.

Pour s'inscrire, envoyer un mail à :

contact.comunistes.unitaires@gmail.com

Se munir impérativement d'une pièce d'identité.

A l'initiative des

communistes unitaires